
Le passé charbonnier à l'honneur

Dix années de reconnaissance UNESCO



1. Ecurie arrière dans l'enceinte des bâtiments industriels

Le 2 juillet 2012, à Saint-Pétersbourg, il y a dix ans, quatre sites miniers majeurs de Wallonie ont été inscrits à la liste du patrimoine mondial matériel de l'UNESCO : d'ouest en est, le Grand-Hornu (bassin minier du Couchant de Mons), Bois-du-Luc (bassin du Centre), le Bois du Cazier (bassin de Charleroi), Blegny-Mine (bassin de Liège). Portée par la Région Wallonne, cette inscription est un hommage rendu à celles et ceux qui ont contribué au passé charbonnier exceptionnel de la Wallonie (mineurs, ingénieurs, entrepreneurs...), à celles et ceux qui ont préservé et valorisé ce patrimoine. Elle constitue également une énorme responsabilité pour chacun de ces quatre sites et pour la Région wallonne, mais en garantit la pérennité, et, on peut le souhaiter, l'attention du public. Prenons un exemple.

Le Grand-Hornu ? Les plus anciens ont sans doute dans la tête une image qui remonte aux films « Lust for Life (La vie passionnée de Vincent Van Gogh) » de Vincente Minelli, ou « Frans » de Jacques Brel ; pour le plus grand nombre, cela n'évoque probablement rien, sauf pour les amateurs d'art contemporain et de design. Depuis 1984, le Grand-Hornu abrite « Grand-Hornu Images » rebaptisé « CID – Centre d'innovation et de design) en 2014 et, depuis 2002 le MACS, Musée des Arts Contemporains de la

Communauté française (les Francophones de Belgique). Il s'agit d'un exemple particulièrement réussi de reconversion d'une friche industrielle en lieu culturel prestigieux. Le charbonnage du même nom est en effet fermé depuis 1954 dans le cadre du programme de rationalisation de la production charbonnière de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), les bâtiments à l'abandon ont failli être rasés en 1968.

« T'as stë à De Gorge ?

C'est dès yards à De Gorge ? »

Ces expressions dialectales, sont utilisées dans le Borinage, cette région de l'ouest de Mons (Hainaut) bordant la route de Mons à Valenciennes, pour interpeler celui qui fait preuve de prodigalité. De Gorge est le créateur du Grand-Hornu tel qu'il est possible aujourd'hui encore de le découvrir, sa statue trône toujours au centre de la cour ovale du site. Ces deux expressions remontent aux troubles de 1830 lorsque le château de l'industriel a été pillé. Même s'il est probable qu'une partie du pillage a été restituée, ces expressions subsistent jusqu'à la fin du XX^e siècle visant les personnes qui font preuve de dépenses exagérées. Il est vrai que De Gorge, non sans bien, a fait très rapidement fortune.

L'industrie

Ce charbonnage, créé sous forme de société en 1774, appartient au bassin minier du Couchant de Mons ou Borinage, celui-ci s'inscrit dans l'arc houiller qui traverse l'Europe occidentale de la Grande-Bretagne à l'Allemagne en passant par la France, la Belgique et les Pays-Bas. Il s'agit du plus important bassin minier du continent jusqu'au milieu du XIX^e siècle (24 % de la production en 1850). Le charbon y est extrait depuis le XIII^e siècle certainement. La Wallonie se révèle être un véritable KOWEIT charbonnier, à l'origine du développement industriel de la Belgique et des pays voisins et contribue largement à l'enrichissement du pays en fournissant de grandes quantités d'énergie primaire, ce « pain de l'industrie », à bas coût. Le Borinage exporte vers Paris comme vers les Flandres, plus facilement et surtout à moindre coût, depuis l'ouverture du canal de Mons à Condé (1807) et la liaison avec l'Escaut. Plus de 30 000 mineurs (entre 1870 et 1950), femmes, enfants, hommes, s'y emploient inlassablement dans des conditions éprouvantes. Des centaines de milliers en deux siècles. Ce bassin est également celui en Europe où les difficultés – failles dans le terrain houiller, faiblesse de la puissance moyenne des veines, à savoir l'épaisseur des veines, l'ancienneté des travaux qui perpétue les concessions par veine, « à tiroirs » et les dangers de l'extraction dont le grisou – sont parmi les plus élevées, la productivité et donc la rentabilité la plus faible. La valeur des mineurs borains est reconnue dans le monde en raison justement des difficultés rencontrées lors de leur apprentissage et exercice du métier. C'est la raison pour laquelle, femmes et enfants y ont été employés au fond le plus longtemps (la dernière femme à la veille de la Première Guerre) pour maintenir

les salaires au plus bas. Et c'est pourquoi les mouvements sociaux y ont été les plus importants (avec ceux des ouvriers du textile à Gand) puisque c'était le contrôle des salaires qui permettait de garantir la rentabilité. Le Borinage est également la principale victime de la « malédiction » du charbon, à savoir que la prospérité due aux matières premières n'entraîne pas, sur place, un développement qui puisse pallier leur disparition. C'est là que le chômage est toujours le plus important du pays.

Le charbonnage du Grand-Hornu apparaît comme exemplaire et exceptionnel dans ce contexte. Exemplaire dans la mesure où son histoire illustre celle du bassin, la transition d'une exploitation proto-industrielle vers le capitalisme industriel, pour devenir une entreprise pérenne qui vivra près de deux siècles et dont la disparition dessinera et sculptera des balafres dans le paysage, matérielles et sociales apparemment indélébiles. Sa reconversion tente de les effacer, de les faire oublier.

Exceptionnel, dans la mesure où ce charbonnage se distingue des autres par son histoire indépendante : il s'agit d'une entreprise familiale alors que la plupart des mines du bassin ont été contrôlées par des holdings financières. Et cela très tôt, dans le cadre de la Société Générale pour favoriser l'industrie nationale (créée à Bruxelles par Guillaume Ier, souverain des Pays-Bas en 1822) qui contrôle plus de la moitié de la production du bassin dès 1850. Par son paternalisme, en l'occurrence d'inspiration catholique, le Grand-Hornu tranche sur un patronat régional plutôt libéral. Par l'ordonnement néo-classique, audacieux et harmonieux, de ses bâtiments qui offrent aujourd'hui un écrin particulièrement adapté à la création contemporaine, en jouant sur le contraste affirmé entre l'ancien et le moderne. Aux origines de la révolution industrielle, grâce aux profits considérables réalisés, l'architecture des bâtiments, comme le « design » des machines, recèlent souvent des qualités esthétiques surprenantes avant de laisser place à une simple fonctionnalité économe des ressources de l'entreprise.

Retour sur le passé : la première concession connue par l'abbaye de Saint-Ghislain, de l'exploitation des veines houillères sous Hornu remonte à 1747, mais le Recueil des baux annuels d'exploitation du charbon par veine octroyés par l'Abbaye de Saint-Ghislain, redécouvert récemment, indique les toutes premières concessions documentées en 1677-78. Ce recueil déposé au SAICOM est désormais reconnu comme Trésor de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est le Valenciennois Charles-Sébastien Godonnesche (1737-1810) qui, en fin de compte, crée spécifiquement le Grand-Hornu en 1777-1784. Il multiplie les puits d'extraction et installe les premières machines d'exhaure à pression atmosphérique, de type Newcomen (le charbonnage est situé dans la vallée de la Haine et l'épuisement des eaux est une condition préalable capitale pour pouvoir assurer l'extraction). Ces premiers exploitants modernes prennent des risques considérables ; il faut trouver les veines de charbon qui sont sans doute connues par l'expérience des « tireurs de houille » de l'endroit, mais les cartes géologiques précises viendront plus tard, grâce d'ailleurs aux premiers tâtonnements ; il faut aussi investir lourdement dans la machinerie indispensable.

Il suffit que la conjoncture se renverse et que les prix s'effondrent pour que ces exploitants ne parviennent plus à honorer leurs traites. Ce sont alors les marchands de charbon (leurs clients) qui leur avancent les fonds nécessaires pour subsister. La

situation est classique. Elle s'observe ici également. Le marchand s'appelle Henri De Gorge-Legrand (Orsinval, dpt du Nord/France 1774 – Hornu 1832) ; intendant puis fournisseur des armées en France, ce négociant lillois oriente son négoce généraliste vers l'énergie primaire dont la consommation augmente rapidement en raison du développement de l'Empire et des guerres menées aux quatre coins de l'Europe par Napoléon. L'annexion des Pays-Bas autrichiens et de la principauté de Liège par la France (1795) est en effet capitale pour comprendre cette période de l'histoire du monde. Liège et le Hainaut constituent la principale région industrielle française. Sans eux, impossible d'envisager l'expansion impériale. De Gorge, qui a épousé successivement deux filles de négociants lillois – mariages qui contribuent également à sa réussite – fournisseur des armées, achète du charbon à Godonnesche depuis 1803, lui prête des capitaux et s'impose comme repreneur à la mort de ce dernier en 1810. Il acquiert le Grand-Hornu pour le montant important de 430 000 francs or (dette comprise ; somme à multiplier par 4,5 pour obtenir une très relative approximation monétaire contemporaine en euros/2000 à multiplier par le taux d'inflation depuis). Cette fois, c'est De Gorge qui prend les risques. Heureusement pour lui, un nouveau fonçage de puits (Ste-Eugénie en 1814) lui permet d'atteindre enfin un gisement de grande qualité et de grande importance. Dès lors il peut réaliser des investissements considérables (nouveaux puits, machines, cité ouvrière), rembourser ses dettes à la veuve du propriétaire précédent ainsi qu'à d'autres débiteurs, retrouver du crédit et surtout échapper aux difficultés rencontrées par ses pairs et concurrents lors de la crise des années 1825-1830, période dans laquelle s'inscrit la révolution belge.



2. Henri De Gorge

Pour pouvoir moderniser leurs exploitations, les marchands qui ont investi dans les charbonnages durant le régime français, ont recours au crédit de la Société Générale (SG) dont une succursale s'est installée à Mons. Incapables d'honorer leurs engagements, plusieurs seront repris par la SG, qui les transforme en sociétés anonymes (S.A.) dans les années 30. Le Grand-Hornu échappe donc à cette sujétion. La mort prématurée de De Gorge, victime du choléra en 1832, et la reprise de la direction par sa veuve Eugénie Legrand et son neveu, Emile Raimbeaux, n'ont pas de conséquence. La modernisation de l'entreprise et la baisse des coûts de production qu'elle génère permet au Grand-Hornu, désormais un des charbonnages les plus performants du bassin, d'éviter les conséquences néfastes de la crise et d'assurer ainsi son existence jusqu'en 1951, date de sa reprise par les Charbonnages du Hainaut (Brufina).



3. Le chemin de fer aérien vers le rivage

Le Grand-Hornu est effectivement au XIX^e s., à l'avant-garde du progrès technique grâce à la qualité de l'entrepreneur, de son audace mais aussi des profits considérables constamment réinvestis. Plusieurs réussites industrielles du XIX^e siècle sont observées par le biais de l'autofinancement : machine à vapeur de type Watt, utilisée à l'extraction (1818), atelier de construction de machines (1827-1831), chemin de fer pour l'évacuation des produits vers le rivage du canal aux fins de commercialisation (1830) à traction chevaline d'abord par locomobile ensuite (1847), enfin par transport aérien (1903) pour éviter les croisements avec les routes et lignes de chemin de fer, utilisation du système des cages pour le transport des matières et des hommes dans les puits (1850), enfin électrification des transports intérieurs dès la fin du XIX^e siècle. Les ateliers attirent particulièrement l'attention.

À la mort de De Gorge, le charbonnage compte 11 puits en activité. La production, qui s'élevait à 16 000 T en 1808, est passée à 173 000 T par an en 1830, 190 000 en 1840. En 1832, la valeur de l'entreprise est évaluée à 2 300 000 francs (5,3 fois le prix d'achat). Il s'agit donc d'une réussite industrielle exceptionnelle. Mais d'autres charbonnages importants existent aussi à cette époque. C'est le programme de construction qui frappe les regards et les esprits et suscite toujours l'admiration et l'étonnement. Les puits, leur chevalement, doivent être réalisés au mieux des objectifs, les machines à vapeur parfaitement protégées. La fonctionnalité industrielle domine. De Gorge décide d'aménager les infrastructures nécessaires au développement de l'entreprise et au lieu de construire successivement, sans ordre préétabli, engage des architectes : le Lillois François Obin, (1821-1824) qui commence à ériger le bâtiment réservé aux employés, aux ingénieurs, aux dessinateurs, le Termondois Pierre Cardona (l'architecte de la société, 1825-1837, qui bénéficie du traitement le plus élevé) et bien sûr en 1825, celui à qui on doit vraisemblablement l'ordonnancement général des

bâtiments, le Tournaisien Bruno Renard qui a fait ses classes à Paris sous l'Empire, à qui revient la fermeture de l'espace compris entre les bureaux et les ateliers, les bâtiments de façade et les deux belvédères qui les flanquent, ainsi que l'entrée et la cour carrée qui la précède, conférant à l'ensemble de style néo-classique une facture exceptionnelle. Le rapprochement avec les salins d'Arc-et-Senans (Doubs), réalisés par Ledoux en France à la fin du XVIII^e siècle, est légitime et séduisant mais la filiation n'en est pas formellement attestée.

De 1825 à 1829, l'ensemble monumental est achevé progressivement avec des compléments plus tardifs. De manière significative, « le château » patronal ne sera achevé qu'après la mort de Henri De Gorge. Le bâtiment de l'administration fait face au vaste hall industriel qui abrite des ateliers de construction mécanique qui fournissent le charbonnage mais aussi l'extérieur. De 1831 à 1850, ces ateliers fabriquent 73 machines à vapeur ; c'est le principal constructeur hainuyer, le quatrième en Belgique après les Liégeois. On y fabrique aussi des locomotives (à partir de 1846), des pompes et tout équipement nécessaire au travail de la mine. Ces ateliers emploient 123 ouvriers en 1932. Des magasins et ateliers constituent l'enceinte de l'ellipse ainsi formée (140 x 80 m) ; le style sobre est néo-classique, utilisant abondamment la brique peinte mais aussi la pierre et le fer qui bien que d'utilisation discrète et intérieure annonce déjà l'architecture industrielle. Une vaste basse-cour, parallélépipède, cernées de nouveaux bâtiments, ateliers, magasins, écuries, permet d'accéder à l'ellipse centrale où les successeurs ont édifié la statue monumentale du fondateur et protecteur de l'ensemble. Ainsi se présente cette œuvre urbanistique industrielle sur 20 hectares, ensemble unique qui en gros a survécu jusqu'à aujourd'hui après même la fermeture du charbonnage (1951 pour son rachat, 1953 pour la fin de l'exploitation des veines), annonciatrice de la disparition des mines dans la région.



4. Basse-cour. Fontaine Bury

Le paternalisme

La cité ouvrière (1822-1842 principalement) commencée par Obin et poursuivie par Renard, s'organise autour des puits le long des voies de communication : le pavé de Wasmes, la rue du Grand-Hornu, perpendiculaires à la chaussée de Mons à Valenciennes et la rue Royale où est construite, plus tard, la maison du directeur. Elle comprend finalement près de 600 maisons de belle facture.



5. La Place Verte, à gauche, le charbonnage dans le fond

Bien et solidement construites (elles sont toujours habitées), spacieuses avec un étage (de l'ordre de 50 m²), éclairées par de larges fenêtres, dotées d'un petit jardin « si moralisateur » (selon l'expression du publiciste libéral Charles Potvin) et de puisards. Elles offrent ainsi manifestement « un luxe inouï » aux travailleurs, selon l'expression de De Gorge lui-même, seule indication préservée de sa part. L'affirmation n'est pas contestable, surtout si on se réfère aux descriptions de l'habitat ouvrier par Vincent Van Gogh, présent 40 ans plus tard dans la région. Mais considérer que De Gorge fut philanthrope, voire comparable aux socialistes utopistes de l'époque, Robert Owen en Angleterre ou Jean-Baptiste Godin en France, est non fondé. L'enjeu, vécu par l'entrepreneur à son arrivée à Hornu, est de fixer, de discipliner, de prolétarianiser la main-d'œuvre nécessaire. A l'époque, le travail de la mine est encore souvent un travail saisonnier, accompli par des paysans qui cherchent un complément de revenu lorsque les champs n'exigent plus leur présence ou inversement, par ceux qui, devenus principalement ouvriers, s'évadent de la mine pour participer aux récoltes. La mobilité ouvrière est permanente, à la recherche de quelques sous supplémentaires pour un travail pénible et dangereux. L'endroit n'est point encore fort peuplé.

La région comprend de nombreuses exploitations demandeuses de bras, pour les mêmes raisons, Les paysans-mineurs de la région rechignent à lier exclusivement leur sort à l'activité houillère, à renoncer à leur mode de vie et ne sont pas nécessairement là quand on les cherche. La construction de logements s'impose pour fixer la main d'œuvre. Il y a :

- 175 maisons en 1825
- 425 en 1832
- 472 en 1867
- 580 en 1895

Le logement de qualité à loyer modéré proposé permet de stabiliser la main-d'œuvre, de « l'aliéner » au sens propre théorisé par Marx. La hiérarchie, bientôt quasi militaire de la mine, se matérialise dans l'organisation urbanistique. Certaines maisons d'angle, plus vastes, abritent le personnel de maîtrise (porions, employés...), investis de la cohésion de l'espace, comme ils le sont de la main-d'œuvre à l'intérieur du charbonnage. Les perspectives dégagées des larges avenues permettent le contrôle visuel et social des allées et venues. Maisons relativement vastes, 2 x 3 pièces (9, 50 m de haut, 55 m²), caves, jardin privatif, bien construites, correctement éclairées. Un puits, un four par 10 maisons, avenues larges (12 m) et aérées, pavées, des équipements collectifs, lavoirs, salle de fêtes, école (1825), peu efficace pour la formation mais utile pour donner « des ouvriers amis de l'ordre et du travail » (Rapport 1870), un hôpital (1857), une gendarmerie, un corps de pompiers armés, etc. L'origine de la cité ouvrière relève donc de la gestion des ressources humaines plus que de la philanthropie.

Les équipements collectifs concentrent les relations : école tenue par des religieux, lavoir probablement alimenté en eau chaude par une des machines à vapeur, une salle commune, bientôt une église. Chaque maison abrite plusieurs travailleurs, 3-4 selon N. Née (1985). Les habitants de la cité constituent base de la main-d'œuvre (40 % des 1 700 ouvriers en 1841). Ils jouissent de la stabilité de l'emploi (à condition de respecter la discipline exigée), ne font pas l'objet de débauchage en cas de mauvaises affaires, ils sont alors utilisés à l'entretien, aux travaux préalables à la reprise du travail. Fêtes et récompenses nouent le lien social. Le solde de la main-d'œuvre provient des environs et est, par essence, plus flexible et licenciée en période de baisse des prix et donc de la production.

Le géographe Vandermaelen, (1833).

« Le magnifique établissement de M. De Gorge est d'une célébrité européenne : le voyageur qui se rend de Mons à Valenciennes en arrivant à Hornu, est frappé de l'heureuse disposition d'une longue suite de constructions régulières et bien alignées qui bordent la route, en face de laquelle est une pompe à feu d'une magnificence au-delà de toute expression... et d'autres monuments du meilleur goût sont là pour témoigner que le propriétaire a su profiter de toutes les ressources pour charmer les regards... le fondateur de la colonie d'Hornu a su réunir en faveur de ses ouvriers toutes

les circonstances qui doivent concourir à rendre leur vie douce et agréable, à les amener au travail par le sentiment du bien-être qui en est la récompense : étroitement unis entre eux par des relations de bon voisinage et des services mutuels qui en font presque une seule famille, ils voient en quelque sorte dans le séjour qu'ils habitent une nouvelle patrie »¹.

Le système fonctionne. Lorsque des troubles entraînés par la révolution de 1830 touchent la région, et que des émeutiers s'en prennent au chemin de fer, qui est détruit, à la maison de De Gorge sur la chaussée qui est pillée et aux ateliers. Certains ouvriers les défendent, ils seront armés dans les jours qui suivent et patrouilleront. La compagnie de pompiers créée pour lutter contre d'éventuels incendies est également armée. Alain Jouret a pu montrer que ce sont les charretiers dépossédés de leur travail par la mise en service de la voie ferrée qui seraient à l'origine des dégradations. Le Borinage, nous l'avons dit, connaît de nombreux et de plus en plus importants mouvements sociaux. Depuis les « tenages bons » qui permettaient d'entamer des négociations avec l'employeur sur les conditions de travail et de rémunérations, qui remontent au XVIII^e siècle et se limitaient à un puits, les grèves ont commencé à s'étendre en 1835, année du « début de la lutte entre le capital et le travail », selon le Dr Decamps (1886). « Nous avons l'expérience des services rendus par notre cité ouvrière ; les grèves se sont toujours arrêtées au seuil de notre établissement » déclare le directeur Legrand-Lecreps en octobre 1873.

Effectivement, les premières grèves touchant directement le Grand-Hornu datent de 1891, alors que les grandes grèves sont nombreuses dans le bassin depuis 1830. Ce paternalisme assumé explique pourquoi, il n'y a pas eu de grèves au GH avant les années 1880. Cela a constitué un avantage compétitif par rapport aux autres charbonnages. D'autant que les salaires payés au GH sont en moyenne inférieurs de 5 % à ceux pratiqués dans la région. Il serait donc intéressant de réaliser un bilan économique de ce type de charbonnage. Ce paternalisme a un coût. Il est partagé par la main-d'œuvre et par le patronat. En moyenne, les ouvriers de ce charbonnage seront moins payés que ceux de la région mais, du moins pour les habitants de la cité, ils échappent au chômage récurrent et bénéficient des œuvres patronales. Le coût patronal réside dans l'investissement, dans les frais de fonctionnement mais est compensé par « la paix sociale » et le moindre coût salarial.

Est-ce un hasard, ou le fruit d'une relation dialectique entre organisation patronale et organisation ouvrière à examiner, le syndicat de mineurs le plus stable, le mieux organisé, le plus modéré à la fin du siècle sera celui d'Hornu où le siège de la Fédération régionale des mineurs borains sera fixé à la Maison du Peuple (1904).

¹ Philippe Vandermaelen. *Dictionnaire géographique de la province du Hainaut*. Bruxelles, 1833, p. 255.



6. Le Syndicat des Mineurs à la Maison du Peuple d'Hornu

Le patrimoine

Ce qui précède explique l'importance du Grand-Hornu dans la compréhension du passé économique du pays, de la Wallonie et du Borinage. La préservation et la conservation des archives du charbonnage par les Archives de l'Etat, dont le classement et l'étude ont été entrepris par Hubert Watelet, garantissent désormais le rôle important de cet exemple historique.



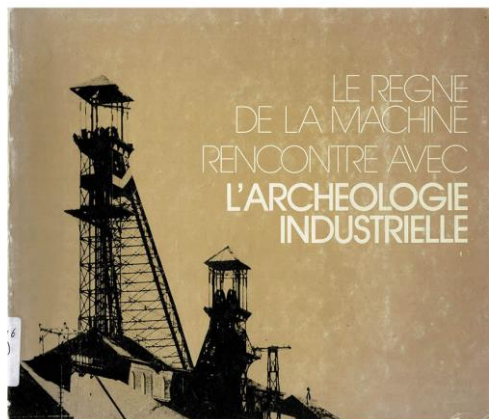
7. Démolition du châssis à molettes en 1955

Mais ce sont bien plus encore ses vestiges exceptionnels qui en font un élément majeur du patrimoine de ce pays. Or, ils ont failli être emportés par les bulldozers en 1969. Fermé en 1954, le charbonnage est à l'abandon, les puits sont colmatés, les châssis à molettes détruits afin de sécuriser les lieux au sein d'une localité densément peuplée, à proximité du principal axe de circulation régional.

Se pose alors la question de l'assainissement du site industriel et de sa réaffectation. La région est truffée de friches industrielles. Le plus simple est de raser et de reconstruire. C'est sans compter avec la dynamique de personnes fascinées par la majesté des lieux et le témoignage qu'ils représentent. En particulier Marinette Bruwier, cheville ouvrière du Comité d'histoire du Crédit Communal (Dexia), professeure à l'Université de

Mons et Christiane Piérard, bibliothécaire de la ville de Mons puis de l'Université Georges Van Den Abeelen, spécialiste de la sauvegarde du patrimoine industriel, vont attirer l'attention sur la valeur patrimoniale exceptionnelle du site, à l'origine avec d'autres de l'intérêt pour l'archéologie industrielle (1968). En 1971, l'architecte borain,

Henri Guchez, le rachète, entreprend de premiers travaux de rénovation et y installe ses bureaux. Guchez se fait un nom dans la région et dans le Nord de la France dans la réaffectation et la rénovation de sites industriels. Les bâtiments sont préservés. En 1974, un premier congrès d'archéologie industrielle se tient sur le site qu'il contribue à faire connaître. Il est l'occasion de la création d'une association à l'origine des associations francophone et flamande d'Archéologie Industrielle (PIWB-Patrimoine-industriel Wallonie-Bruxelles et VVIA-Vlaamse vereniging voor industriële archéologie). L'année suivante se tient une grande et belle exposition à Bruxelles au Crédit Communal, « Le règne de la machine. Rencontre avec l'archéologie industrielle ». Le Grand-Hornu a été hissé au rang de révélateur et d'icône du patrimoine industriel et de l'intérêt collectif qui y est désormais porté.



8. Couverture du catalogue de l'exposition de 1974

L'avenir

Devant l'enjeu collectif qui se dessinait, l'impossibilité pour un particulier de rénover l'ensemble du site, la province du Hainaut l'acquiert en 1989 avec l'aide de la Loterie nationale et de la Fondation Roi Baudouin. Mais pour quoi faire ? Une asbl « Grand-Hornu Images » a été formée (1984) pour gérer le site, organiser des activités et réfléchir à la suite. Assez vite, les projets de création d'un musée de l'histoire de la mine sont abandonnés. Excepté le terril qui domine toujours les bâtiments, plus rien sinon le paysage et l'histoire, ne rappelle directement la mine. Les maisons de la cité ouvrière ont été vendues. Les propriétaires, légitimement se sont appropriés leur bien, l'ont acculturé à leur existence. Les ruines, romantiques, des ateliers renvoient éventuellement à la métallurgie. La province, sous la houlette du député permanent Claude Durieux, ensuite gouverneur du Hainaut, sans nier le passé, désire utiliser le symbole désormais reconnu, pour créer un espoir d'avenir. Pourquoi pas, avec l'Université de Mons et la Faculté Polytechnique qui a illustré avec talent l'exploitation et l'innovation minière, y créer des laboratoires de technologie nouvelle ? Mais, malgré l'informatique, le réseau, la proximité de la ville, le lieu est excentré par rapport aux forces intellectuelles de la capitale provinciale. C'est un choix culturel qui finira par s'imposer. Utiliser la modernité économique, technique et sociale du début du XIX^e siècle, enrobée dans une esthétique qui traverse les siècles pour présenter les arts du XXI^e siècle.

C'est le choix de la Communauté Française qui décide d'y créer le Musée des Arts Contemporains, le MACS (1991) et d'en confier la direction artistique à Laurent



9. Exposition de Christian Boltanski au Grand-Hornu

Busine, alors directeur du musée des Beaux-Arts de Charleroi. Enfant du « Pays noir » passionné d'art sous toutes ses facettes, il est sans doute parfaitement placé pour réaliser cette alchimie entre un passé prestigieux mais douloureux et un avenir incertain et inventif. La première acquisition du nouveau musée concrétise cette tension sous la forme d'une création du plasticien français Christian Boltanski, récemment décédé (2021) à partir des dossiers du personnel du charbonnage du Grand-Hornu.

Les anciens locaux sont rénovés, affectés aux missions d'un musée moderne (Patrick Melette) tandis qu'un nouveau bâtiment, dû à l'architecte liégeois, Pierre Hebbelinck, avec l'aide du FEDER de l'Union Européenne accueille désormais les expositions temporaires. Le MACS est ouvert en 2002 avec une exposition « L'herbier et le nuage » qui mêle peinture, sculpture, installations, photographie et vidéo, kaléidoscope de l'art contemporain, « diversité du monde dans la singularité de la création ». Depuis, de nombreuses expositions ont eu lieu (B. et H. Becher, F. Melotti, A. Kapoor, F. Masereel, P. Carillon...). Grand-Hornu Images gère le site et présente des expositions de *design* contemporain, la maison de direction abrite l'asbl « Technocité » de formation aux TIC (nouvelles techniques d'information et de communication). La statue de fonte représentant le fondateur Henri De Gorge a retrouvé le centre de la grande cour ellipsoïdale.

Près de quarante mille personnes fréquentent désormais annuellement le site pour un prix modique unique pour toutes les activités (entrée gratuite sur le site et 10 euros pour les expositions).

Si le Grand-Hornu incarne avec force le patrimoine industriel du Borinage, mais aussi de l'Europe entière, l'archéologie industrielle n'y est plus présente qu'en creux. Les environs ne manquent pas d'autres traces évocatrices. Le « Parc d'aventures scientifiques », PASS rebaptisé SPARKOH ! en 2021, créé au charbonnage du Crachet-Picquery à Frameries, a permis de conserver des installations modernes dues à la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) qui n'ont pas fonctionné bien longtemps et ont été fermées dans la foulée (1961), Le Bois du Cazier, parfaitement rénové à Marcinelle, est consacré à la plus terrible catastrophe dans le pays (1956) aux Musées de l'Industrie et du Verre. Le mémorial de la catastrophe qui a provoqué la mort de 262 travailleurs de 12 nationalités (la moitié d'Italiens) rappelle que l'extraction charbonnière a été et reste la plus meurtrière des quêtes d'énergie primaire indispensables au développement des sociétés industrielles – depuis l'indépendance du pays, 24 000 morts sans oublier les blessés, les estropiés, les malades... Tandis qu'à La Louvière, l'ancien charbonnage du Bois-du-Luc (créé en 1685, sans doute la plus ancienne société capitaliste dans le secteur charbonnier) offre le plus extraordinaire témoignage d'archéologie industrielle et sociale toujours préservé dans le pays. Siège d'exploitation, bureaux, ateliers, cité ouvrière, écoles, hôpital, hospices, terrils, voie ferrée... sans évoquer les machines, les archives. Avec Blégny-Trembleur qui permet toujours l'expérience de la descente avec d'anciens mineurs et le triage lavoir de Péronnes-lez-Binche, rénové mais en recherche d'utilisation, la Wallonie dispose d'un « échantillon » exceptionnel d'éléments du patrimoine

charbonnier. L'enjeu sera de les maintenir en l'état et d'assurer leur utilité sociale dans l'intérêt de tous. La reconnaissance UNESCO y engage et y contribue.

Illustrations

Les illustrations proviennent des collections du Saicom sauf les photos 1 et 4 faites par Dominique Mailleux.

Bibliographie

Autour des fosses, labeur et vie quotidienne dans le Borinage minier, Grand-Hornu Images 2002.

J. Crul, J.L. Delaet, G. Devillers, A. Forti, B. Guidolin, R. Halleux, K. Haoutdy, P. Paquet, G. Pisella et M. Willems, *Les sites miniers majeurs de Wallonie, patrimoine mondial*, Carnets du Patrimoine n° 96, Institut du Patrimoine wallon, 20212.

Ch. Dassonville et M. Cohen (dir), *MACS, Musée des Arts Contemporains*, La Lettre volée/ Communauté Française de Belgique, 2002.

A. Jouret, « Les désordres de 1830 en Hainaut » dans *Annales du Cercle de St-Ghislain et de la région*, tome V, 1989, 58 p.

P. Lefèvre, *Intérêts économiques et idéologiques dans l'arrondissement de Mons de 1830 à 1870*, Bruxelles, ULB, 1989 (thèse de doctorat), 3 vol. en voie d'édition par Hannonia.

E. Nee, *Le Grand-Hornu. Étude sociale 1816-1914*, Mémoire Histoire à l'Université libre de Bruxelles, 1984-1985.

L. Plaetens, « La vérité sur le Grand-Hornu » dans *Forum*, (magazine de l'Union minière), n° 54 à 62, (Bruxelles) 1980-1981.

J. Puissant, *L'évolution du mouvement ouvrier socialiste dans le Borinage*, Académie Royale de Belgique, 1993 (réédition).

Recueil des baux annuels d'exploitation du charbon par veine octroyés par l'Abbaye de Saint-Ghislain, 1677-1698.

Y. Robert, *Le site du Grand-Hornu. Histoire et architecture*, MACS – CID, 2018. F. Roelants du Vivier, *Les ateliers et la cité du Grand-Hornu de 1820 à 1850*, Thèse UCL, 1971.

Sociétés et concessions ouvrières du Couchant de Mons (XVIII-XIX^e siècles), dir. A. Bianchi, M. Bruwier, J. Puissant, C. Vanbersy, Hannonia-Saicom, Mons, 2016.

A. Van Neck, *Les débuts de la machine à vapeur dans l'industrie belge 1800-1850, Histoire quantitative de la Belgique* dir P. Lebrun, II, Académie royale de Belgique, 1979.

H. Watelet, *Une industrialisation sans développement. Le bassin de Mons et le charbonnage du Grand-Hornu du milieu du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle*, Editions

de l'Université d'Ottawa, 1980 (Recueil de la faculté de Philosophie et Lettres, Louvain-la-Neuve).

H. Watelet, *Le Grand-Hornu, joyau de la révolution industrielle et du Borinage*, Grand-Hornu Images, 1993.

Jean Puissant

Ce texte, relu et amplifié relève de ceux qui ont été publiés sous le titre « Le Grand-Hornu. Van mijn tot museum » dans *België, een parcours van herinnering, plaats van geschiedenis en expansie*, dir. Jo Tollebeek, Uitgeverij Bert Baker, Amsterdam, 2008, p. 254-267 et « Le patrimoine charbonnier wallon à l'honneur » dans *L'Artichaut*, trimestriel du CEPULB (Commission d'éducation permanente de l'Université libre de Bruxelles) avril 2013, p. 6-13.